

Factsheet Russie

Avril 2024

1 Faits et chiffres



Carte : [UN Cartographic Section](#), 2004

Population : environ 146 millions de personnes ([estimation 2023](#))

Ethnies : Russes 77,7 %, Tatares 3,7 %, Ukrainien-ne-s 1,4 %, Bachkires 1,1 %, Tchouvaches 1 %, Tchétchènes 1 %, autres 10,2 %, non spécifiée 3,9 % ([estimation 2010](#)). Dans le recensement de 2010, près de 200 groupes nationaux et/ou ethniques étaient représentés.

Religions : Église orthodoxe russe 15 à 20 %, Islam 10 à 15 %, autres chrétien-ne-s 2 % ([estimation 2006](#))

Régime semi-présidentiel : chef d'État - président Vladimir Vladimirovitch Poutine (depuis le 08.05.2012), également président de 2000 à 2008. Élection directe du président à la majorité absolue pour un mandat de six ans (dernière élection en 2024). Chef du gouvernement - Premier ministre Mikhaïl Vladimirovitch Michoustine (depuis le 16.01.2020, nommé par le président).

2 Profils à risque

- **Les personnes critiques à l'égard du gouvernement**, [opposantes et opposants](#), personnes participant à des [manifestations](#) d'opposition, personnes exprimant des critiques sur [Internet à l'égard du gouvernement](#), [activistes écologiques](#) critiques.
- **Les personnes qui s'opposent ou critiquent « l'opération spéciale en Ukraine »** risquent de subir des violences, [d'être arrêtées](#) et [poursuivies en justice](#). Les personnes diffusant de « **fausses informations** » sur les opérations des forces armées russes ou les « **discréditant** » risquent [d'être poursuivies en justice](#).
- **Les personnes qui défendent les droits humains** risquent d'être arrêtées, [incarcérées](#) et poursuivies en justice sans procès équitable.
- Le personnel des ONG et les personnes considérées comme « **agent·e·s de l'étranger** », « **extrémistes** » ou « **travaillant pour des organisations indésirables** ».
- **Journalistes** indépendant·e·s et [critiques à l'égard du gouvernement](#).
- **Les témoins de Jéhovah**. L'organisation est interdite par la loi. Ses membres peuvent être [arrêtés arbitrairement](#), [maltraité·e·s et torturé·e·s](#) en détention et faire l'objet de [poursuites pénales](#).
- **Les femmes**. Crimes « [d'honneur](#) » commis en Tchétchénie, au Daghestan et dans d'autres régions du Caucase du Nord. [Protection insuffisante](#) contre la violence domestique.
- **Les personnes LGBTIQ**. Enlèvements, torture et [exécution extrajudiciaires](#) en [Tchéchénie](#). Violence et [poursuites pénales](#) (« [Loi sur la propagande](#) ») par l'État. [Violences](#) commises par des tiers et protection insuffisante de la part de la police.
- **Les déserteurs et les soldats qui refusent d'exécuter un ordre donné par un supérieur** encourrent [une peine de prison](#). Selon des [rapports](#), les personnes stationnées en Ukraine qui refusent d'obéir aux ordres et les déserteurs sont incarcérés, maltraités et seraient même exécutés.

3 Derniers développements

Crimes de guerre russes en Ukraine. De nombreux [crimes de guerre](#) commis par les forces russes [continuent d'être recensés](#) depuis le début de l'invasion en Ukraine le 24 février 2022. La [Cour pénale internationale](#) a émis des mandats d'arrêt contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, commissaire aux droits de l'enfant, pour la déportation forcée d'enfants ukrainien·ne·s vers la Russie.

Retrait du Conseil de l'Europe et de la Convention européenne des droits de l'homme. La Russie s'est retirée du Conseil de l'Europe le 15 mars 2022. Elle a adopté en juin 2022 une [loi](#) permettant aux autorités russes d'ignorer les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme avec effet rétroactif au 15 mars 2022.

Dégradation des droits humains en Russie. En mai 2023, [Mariana Katzarova](#) a été nommée première rapporteur spécial des Nations unies sur les droits humains en Russie pour répondre aux préoccupations de l'[ONU](#) concernant « la détérioration significative de la situation des droits de l'homme dans la Fédération de Russie, [...] qui se traduisent par des mesures de répression systématiques à l'encontre des organisations de la société civile ».

Pas d'élections libres et régulières. Vladimir Poutine a remporté un cinquième mandat à l'issue de l'élection présidentielle russe qui s'est tenue du 15 au 17 mars 2024, en obtenant officiellement [87% des votes](#). Le 4 mars 2024, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme [Volker Türk](#) a souligné que plusieurs [candidats à l'élection présidentielle](#) « ont été empêchés de se présenter en raison d'irrégularités administratives présumées ».

Sanctions contre les opposant·e·s de « l'opération spéciale ». Le 27 février 2024, [Oleg Orlov](#) a été condamné à deux ans et demi de prison pour avoir discrédité l'armée russe dans un article dénonçant l'invasion en Ukraine. Le 31 janvier 2024, une loi a été adoptée permettant au gouvernement de [saisir les biens des membres de la diaspora](#) russe qui « salissent » la Russie par leur opposition à la guerre. En Russie, les opposant·e·s sont recherché·e·s par les forces de sécurité, [arrêté·e·s arbitrairement](#), [poursuivi·e·s en justice](#), menacé·e·s ou agressé·e·s physiquement. Les [journalistes](#) sont particulièrement menacé·e·s de [lourdes peines](#) imposées par cette nouvelle loi.

Lois antiterroristes pour réprimer la dissidence. Plus de [90% des condamnations](#) liées au terrorisme ne concernent pas des attentats terroristes, mais des activités perçues comme « justification du terrorisme ». Les condamnations pour ces activités ont été multipliées [par 50 au cours des dix dernières années](#). La [Liste des terroristes et des extrémistes](#) du Service fédéral de surveillance financière comprend 13 647 personnes, dont 11 286 sont qualifiées de « terroristes ». Parmi elles, 106 ont moins de 18 ans (état décembre 2023).

Mort d'Alexeï Navalny. Le 16 février 2024, les autorités russes ont annoncé la [mort d'Alexeï Navalny](#), principal opposant russe, décédé dans des circonstances indéterminées dans le centre pénitentiaire en Lamalie où il était détenu. À l'annonce de son décès, au moins [387 personnes ont été arrêtées dans 39 villes](#) de Russie lors de commémorations pacifiques. En 2023, plusieurs personnes ayant collaboré avec Alexeï Navalny, ou soutenu financièrement sa Fondation contre la corruption, ont également été [condamnées pour extrémisme](#).

« Agents étrangers » et « organisations indésirables ». Le 28 février 2024, la Douma a adopté [un projet de loi](#) interdisant aux annonceurs de travailler avec des « [agents étrangers](#) », soit des personnes ou organisations étant, d'après les autorités russes, « [sous influence étrangère](#) ». Le gouvernement continue ainsi d'élargir la législation relative aux « agents étrangers » par de [nouvelles lois](#).

Durcissement de la loi anti-LGBT. En janvier 2024, deux tribunaux russes ont prononcé les [premières condamnations](#) en rapport avec le [mouvement social LGBT international](#), désigné comme organisation extrémiste en 2023 par les autorités russes. Trois affaires impliquant le drapeau arc-en-ciel, symbole du mouvement LGBT rendu illégal par le gouvernement, ont abouti à des [sanctions administratives](#). Une femme a également été condamnée à cinq jours de détention pour avoir porté des boucles d'oreilles aux couleurs de l'arc-en-ciel.

En juillet 2023, le gouvernement russe a adopté un projet de loi pour [interdire le changement de sexe et toute transidentité](#) en Russie. En décembre 2022, une [loi](#) interdisant la « propagande pour les relations sexuelles non traditionnelles, la pédophilie et le changement de sexe » à tous les âges a été adoptée.

Durcissement de la loi sur le service militaire. En avril 2023, le gouvernement russe a adopté une [loi](#) qui durcit fortement la soustraction au service militaire pour les Russes. En

septembre 2022, les [peines](#) à l'encontre des soldats qui désertent, désobéissent aux ordres et se rendent ont été alourdies.

Torture et mauvais traitements. La torture et d'autres mauvais traitements sont toujours très répandus dans les [centres de détention et de garde à vue](#) et restent souvent [impunis](#). En août 2023, une douzaine d'[anciens détenus ukrainiens](#) libérés dans le cadre d'échanges de prisonniers ont affirmé à la BBC avoir subi des violences physiques et psychologiques dans un centre de détention à Taganrog. Grigory Vaypan, avocat à *Memorial*, explique que « [p]our les [prisonnier·ère·s politiques](#), la situation est souvent pire, car l'État cherche à les punir davantage, à les isoler davantage du monde ou à tout faire pour briser leur esprit ».

À la suite de l'[attentat terroriste](#) perpétré au CrocusCity Hall de Moscou le 22 mars 2024, les [travailleur·se·s venant d'Asie centrale](#) ont particulièrement fait l'objet d'une persécution accrue en Russie, qui s'est traduite par des détentions et des déportations massives.

4 Pratique des autorités suisses

Chiffres du SEM pour 2023. Taux de reconnaissance en [2023](#) : Taux d'octroi de l'asile, 6,4%, taux de protection, 13,5 % (décision positive + AP).